



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Larivière-Arnoncourt (52)
porté par la Communauté de communes des Savoir-Faire**

n°MRAe 2021DKGE103

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août 2020, 21 septembre 2020 et 11 mars 2021 portant nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas accusée réception le 21 avril 2021, présentée par la Communauté de communes des Savoir-Faire (CCSF), compétente en la matière, et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Larivière-Arnoncourt (52) ;

Considérant :

- le projet d'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Larivière-Arnoncourt (52) qui est composée du hameau de Larivière-sur-Apance, et du hameau d'Arnoncourt ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Larivière-Arnoncourt ;
- la masse¹ d'eau superficielle présente sur le territoire communal à savoir « la Petite Amance » ;
- la présence dans le ban communal de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) :
 - une ZNIEFF de type 1 dénommée « Prairies, marais et bois de la Haute Vallée de l'Apance » ;
 - une ZNIEFF de type 2 dénommée « Bois de Serqueux et Forêt de Morimond et Bois Voisins » ;

¹Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire, des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau .

- la présence sur le territoire communal d'un périmètre de protection éloignée et d'un périmètre de protection rapprochée d'une source de captage des eaux potables ;

Observant que :

- la Communauté de communes des Savoirs-Faire (CCSF) qui exerce la compétence assainissement propose **un assainissement collectif sur l'ensemble de la commune**, qui compte 119 habitants et dont la population est stable depuis 1999, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios, collectif et non collectif ;
- les deux hameaux disposent chacun actuellement d'un réseau d'assainissement de type pseudo-unitaire qui mélange les eaux pluviales et les eaux usées dont les exutoires sont des fossés drainant les hameaux. Les rejets sont dirigés vers la masse d'eau de « la Petite Amance » dont l'état écologique est jugé moyen et l'état chimique mauvais ;
- le projet d'élaboration du zonage ne porte que sur l'assainissement des eaux usées ; le dossier précise cependant qu'aucune difficulté particulière n'a été relevée concernant le ruissellement ou la collecte pluviale ;
- chaque hameau sera équipé d'un futur réseau de type séparatif et l'ensemble des effluents de la commune sera acheminé pour traitement à la station d'épuration, d'une capacité de 145 équivalents-habitants (EH) pour le hameau de Larivière, et 70 EH pour le hameau d'Arnoncourt. Le dossier précise que des études préalables pour définir le type de station ainsi que le choix de l'emplacement seront entreprises ;
- le périmètre du zonage d'assainissement est circonscrit aux zones constructibles et par conséquent le futur zonage d'assainissement n'aura pas d'incidences significatives sur les ZNIEFF ;
- les prescriptions relatives au périmètre de protection rapproché et au périmètre de protection éloignée du captage d'eau concernant la commune devront être respectées.

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Larivière-Arnoncourt (52) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Larivière-Arnoncourt (52) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 28 mai 2021

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

RECOURS GRACIEUX

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la

décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.